

d'un continent à l'autre. europe

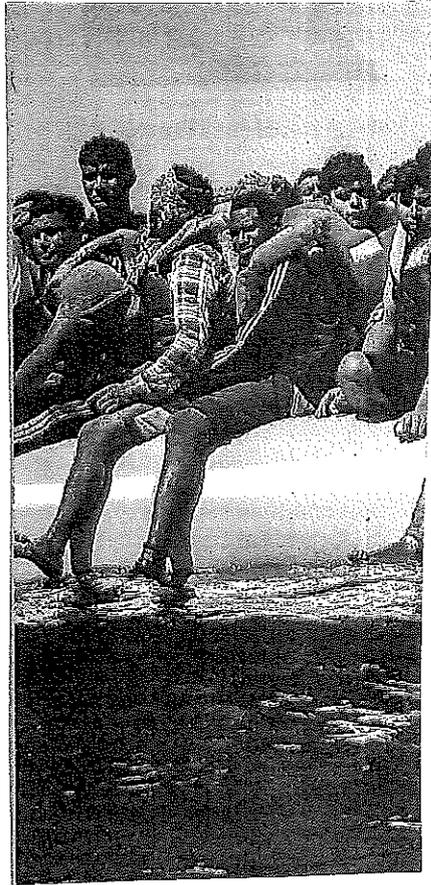


France.....	10
Moyen-Orient.....	11
Amériques.....	14
Asie.....	16
Afrique.....	19

→ 19 juillet 2016, au large des côtes libyennes.
Photo-Santi Palacios/AP/Sipa

Réfugiés. Le privé comme ultime recours

Des milliers de migrants ont péri en mer depuis le début de l'année. 40 000 ont été sauvés grâce à quelques ONG. Une solution durable ?



Un millier de personnes sont mortes la dernière semaine de mai en Méditerranée, 3 000 ces derniers mois. Plus que dans bien des guerres – un printemps qui bat tous les records. En même temps, 40 000 personnes ont été sauvées. Grâce notamment à une

demi-douzaine d'ONG d'un nouveau type : elles ne se limitent pas à dénoncer [les drames], elles forment une sorte de deuxième équipe de surveillance des côtes – elles sauvent les gens. A dire vrai, elles font ce qu'elles ne voulaient pas faire.

L'une de ces organisations est l'initiative Sea Watch, dans laquelle Martin Kolek s'est engagé. Ici, ils se demandent ce qu'il adviendra si de plus en plus de bénévoles affluent pour se porter au secours des réfugiés et distribuer gilets de sauvetage, petites bouteilles d'eau et couvertures de survie. Que se passera-t-il si les dons se multiplient, s'ils peuvent s'équiper de meilleurs bateaux, de meilleurs appareils de communication, de drones, de radars ? Doivent-ils vraiment accomplir un travail qui devrait être la mission des Etats européens ?



REPORTAGE

Rompres l'indifférence. Ce que demande Sea Watch, ce n'est pas le renforcement de Frontex (l'agence européenne de surveillance des frontières extérieures de l'UE, dont le dispositif est programmé à la hausse pour 2016 et 2017), mais la mise en place de ferrys pour une arrivée par voies légales en Europe. Pour éviter de devoir s'en remettre aux bateaux des passeurs,

pour éviter que des gens comme Martin Kolek ou les soldats italiens repêchent des gens dans la Méditerranée. Ce que veut surtout Sea Watch, c'est alerter sur la catastrophe qui se déroule aux frontières de l'Europe. Rompre avec l'indifférence, comme disent ses militants, réveiller l'opinion publique. Avec, s'il le faut, la photo du bébé sans vie qu'ils ont tiré de l'eau le 27 mai. Ils ont donné la photo aux agences

de presse pour montrer ce qui arrive à un réfugié sur vingt-trois qui tente de parvenir en Europe depuis la Libye.



TACTE

Harald Höppner, le fondateur de Sea Watch, est un petit entrepreneur non conformiste, originaire du Brandebourg. Il est devenu célèbre en avril 2015, "en faisant taire un talk-show", selon l'hebdomadaire *Die Zeit* : il a demandé aux spectateurs présents de se lever et de faire une minute de silence pour les morts en Méditerranée. Les gens ont marché.

Fonds privés. En quelques jours, les dons affluent – des milliers et des milliers d'euros, qui relèvent les finances mises à plat par l'achat d'un bateau. 500 bénévoles se proposent de participer à l'action en mer. Höppner garde une place pour un journaliste. Si "le but est de trouver enfin des voies qui permettent aux migrants de venir en Europe sans risquer leur vie", il veut aussi que la mort des réfugiés parvienne jusqu'à Berlin, au cœur de l'opinion publique allemande. Car ce ne sont pas des gens comme lui qui peuvent empêcher durablement la mort, ce sont uniquement les politiques. Il veut alerter, pas endosser la mission de l'Union européenne dans le sauvetage des naufragés. Parce que les Etats membres de l'UE manquent à leur tâche, il se crée, par nécessité, une société alternative de sauvetage des naufragés. Au total, ce sont huit bateaux, de cinq initiatives de même type (toutes financées sur des fonds privés), qui interviennent actuellement en Méditerranée centrale. Sea Watch en est une, mais il y a aussi Migrant Offshore Aid Station, de Malte, et Médecins sans frontières, avec chacune deux bateaux, et puis aussi Sea Eye et SOS Méditerranée avec un bateau chacune. Enfin, un groupe nommé Jugend Rettet [Jeunes sauveteurs] a décidé de se lancer en juillet.

A la différence de Sea Watch, Médecins sans frontières et le groupe maltais ont des équipages fixes. Financé par un couple d'industriels maltais, Migrant Offshore Aid Station surveille la mer avec des drones depuis le 30 mai pour ne plus être dépendant des appels du MRCC ou du hasard. Le fait que les Etats membres de l'UE soient largement défaillants pour venir en aide aux réfugiés en mer fait naître un nouveau type d'ONG. Celles-ci prennent en charge des missions relevant des Etats, mais à la différence des organisations caritatives, elles ne sont pas financées par l'Etat. Car leur travail va à

contre-courant de la politique des Etats. Elles refusent la politique de forteresse et, à la différence d'Amnesty International, ne se limitent pas à lancer des appels, mais mettent elles-mêmes en pratique ce qu'elles exigent. Nées comme des solutions d'urgence, elles sont devenues peu à peu des structures fixes, professionnelles, elles s'adaptent aux situations et cherchent des solutions pragmatiques. Elles changent les institutions étatiques. Un peu. Et elles changent aussi elles-mêmes.

Pendant longtemps, les organisations d'aide aux réfugiés ont rejeté la responsabilité des nombreux morts sur toutes les autorités sans distinction. Mais depuis que leur travail s'est rapproché de celui des sauveteurs en mer relevant des Etats, elles ont nuancé leur jugement. "Les Italiens, confie Tamino (spécialiste de l'Afrique bénévole à Sea Watch), ils sont

Seuls les politiques peuvent ouvrir des voies sûres et légales

top, ils se défont vraiment [pour sauver les naufragés]." Le MRCC de Rome, quant à lui, a perdu sa confiance : depuis le printemps, il invite régulièrement les sauveteurs privés à des réunions communes.

L'année 2016 a été "particulièrement mortelle", déclarait le 31 mai un porte-parole du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Des réfugiés de Syrie et d'Irak étaient au nombre des victimes des derniers naufrages – de toute évidence, une conséquence de la fermeture de la "route des Balkans". Le même jour disparaissait le fondateur de Cap Anamur, Rupert Neudeck, célèbre pour avoir sauvé près de 11 000 boat people. Un "modèle d'humanité" – selon les dirigeants politiques allemands. Pourtant, rares sont ceux qui réagissent aux milliers de morts en Méditerranée. Nombreux, en revanche, sont ceux qui semblent s'être habitués à entendre ces nouvelles.

Florian Pithan, 35 ans, ingénieur-chercheur à Hambourg, n'est pas de ceux-là. Ancien militant de Greenpeace, il a appris à manœuvrer les petits bateaux pneumatiques à grande vitesse avec lesquels les militants bloquent la pêche à la baleine. Cette compétence est

très demandée ici. Car pour le *Sea Watch*, c'est le seul moyen d'approcher au plus près les naufragés. Les bateaux de Sea Watch sont trop hauts. Pithan a pris trois semaines de congé sans solde. Cela fait cinq jours qu'il est là. Et il vient d'en passer quelques-uns sur le pont arrière à rincer 600 gilets de sauvetage dans de grandes cuves.

Le scénario est traditionnellement le suivant : les réfugiés sont massés sur une embarcation à moteur hors-bord. Sea Watch présume que ces canots pneumatiques arrivent par containers entiers de Chine uniquement dans ce but. "Ils sont d'une qualité déplorable, il n'y a pas pire", ajoute Florian Pithan. En général, 120

passagers à bord. On les trouve habituellement à quelques heures ou jours (entre huit heures et trois jours) des côtes libyennes. "Nous n'entrons pas dans la zone des douze milles" – dans la zone d'intervention des milices, ce serait trop dangereux.

La mission de Sea Watch : "Trouver, sécuriser, établir le contact." Le carburant sur les embarcations n'est pas suffisant, elles dérivent, sans réserves en nourriture ni, bien souvent, en eau. "Les réfugiés sont si épuisés que parfois ils tombent à l'eau et coulent comme des pierres, sans qu'on ait le temps de les rattraper", raconte-t-il. Soit ils ne savent de toute façon pas nager soit ils sont à bout de force après des jours passés sous la chaleur torride."

Traumatisme. Comment se débarrasser des images de dizaines de cadavres qu'on garde en tête ? "Chacun sait ce qui l'attend", explique Ruby Hartbrich, une étudiante en médecine de Marburg qui se prépare à partir pour la deuxième fois sur le *Sea Watch*. Néanmoins, avant et après les opérations, les membres de l'équipage sont soutenus par une association protestante qui opère à La Valette. Et après ? "Chacun réagit à sa manière", poursuit Hartbrich. "Ce qui est d'un grand secours, c'est de savoir que ce qu'on fait est bien. [C'est] un facteur important pour échapper au traumatisme." L'association cherche néanmoins du personnel spécialisé. Combien de temps cela va-t-il encore durer ? "Jusqu'à ce que les politiques mettent en place des moyens sûrs et légaux [pour arriver en Europe]", reprend-elle. Mais rien ne donne à penser que ce moment soit proche.

— Christian Jakob
Publié le 4 juin